

Imaginer un autre monde ne va pas de soi

Entretien avec Simon Tremblay-Pepin

Philippe Gendreau et Julia Posca

Numéro 311, printemps 2016

Environnement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/80450ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gendreau, P. & Posca, J. (2016). Imaginer un autre monde ne va pas de soi : entretien avec Simon Tremblay-Pepin. *Liberté*, (311), 41–44.

Imaginer un autre monde ne va pas de soi

Entretien avec Simon Tremblay-Pepin

Il n'y a pas d'écologie qui vaille sans une prise en compte de la portée collective de nos choix individuels.

Propos recueillis par Philippe Gendreau et Julia Posca

LIBERTÉ — Le capitalisme est à la fois la manifestation de notre rapport au monde et le prisme à travers lequel nous lisons le réel. Dans la mesure où ce mode de production est en train de détruire la planète, peut-on se contenter de simplement le réformer ?

SIMON TREMBLAY-PEPIN — La première raison pour laquelle nous avons tant de difficulté à imaginer une économie n'impliquant pas le saccage de la nature est justement notre impossibilité à penser à un autre mode de production que le capitalisme. La planification et l'organisation collectives des ressources nous ont tellement été présentées comme la voie royale menant au totalitarisme qu'une solution de remplacement nous apparaît d'emblée comme une dangereuse chimère. Et ça, autant à droite qu'à gauche. Or, si la majorité d'entre nous se satisfait de gagner un salaire en faisant quelque chose qui ne soit pas trop odieux, pour 75 % de la population mondiale, c'est tout simplement impossible. Ce qui lui est offert, ce sont des tâches avilissantes pour le corps ou l'esprit, si ce n'est les deux à la fois. Et ceux qui l'exploitent se demandent uniquement de quelle manière ils pourront tirer le plus de profit possible des babioles résultant de ce travail-là. Individuellement, notre rapport à la production est donc guidé soit par la nécessité d'un salaire, soit par la volonté de réaliser du profit par l'exploitation de salariés. Dans une telle logique, concevoir l'économie comme une manière d'habiter la planète et non de l'exploiter s'avère impossible. De plus, il n'y a pas de réforme possible du capitalisme qui nous permettrait de le faire.

On a parfois l'impression, nous les progressistes formés par la doxa keynésienne, de ramener effectivement un peu plus les choses vers la réalité, le concret, en ne tenant pas seulement compte des colonnes comptables, mais aussi et surtout des hommes et des femmes, des citoyens. Cependant, en intervenant par le biais d'une structure hiérarchique qui

garde intacte la logique capitaliste, tout ce que ça donne, c'est que l'État vient plaquer de nouveaux rapports de force sur ceux déjà mobilisés dans le système économique. Cette logique interventionniste n'est d'ailleurs, bien souvent, pas davantage réfléchie collectivement. Prenons l'exemple du ministre Sam Hamad annonçant que les bénéficiaires de l'aide sociale qui ne recherchent pas d'emploi vont voir leurs prestations diminuer. Une telle politique publique n'a pas fait l'objet de débat ou de réflexion commune. Elle est annoncée, appliquée et imposée aux bénéficiaires, c'est tout.

Le marché étant censé s'équilibrer grâce à la rationalité des acteurs économiques, peut-on imaginer qu'une bonne part des économistes compte là-dessus pour enrayer le problème de la surproduction et de la surconsommation ?

Dans le libéralisme classique, l'individu est prévisible. Il n'est porté que par des désirs qu'il exprime par un quantum d'argent à utiliser pour se procurer ce qu'il veut en fonction d'un calcul coût / bénéfice. C'est là qu'il devient un mécanisme prévisible et donc un outil utile pour penser l'économie. Cependant, à partir du moment où on postule qu'un individu est en mesure de penser non pas à ses désirs, mais à ses besoins, et ce, en plus, à travers des processus collectifs, il n'a plus de sens pour l'économie libérale classique. Les prix offerts au sein du capitalisme rendent impossible de distinguer les besoins des désirs. C'est pourquoi les désirs d'un milliardaire de New York sont plus facilement satisfaits que les besoins d'un enfant du sud Sahel.

Vous disiez que les travailleurs cherchent à gagner un salaire le plus dignement possible, tandis que les capitalistes cherchent à augmenter leurs profits. Mais les salariés se perçoivent surtout comme des

consommateurs, non comme des salariés. Si nous voulons éviter l'épuisement des ressources, il nous faudrait peut-être être en mesure de nous percevoir autrement.

Dans le cadre du capitalisme, ce sera difficile. Il y a une possibilité, qui nous est à peu près invisible, et c'est la question de la consommation collective non étatique ou non étatisée. Nous pourrions nous regrouper et établir ce que nous souhaitons consommer collectivement. On peut se dire qu'on a besoin d'un banc de parc ici, ou d'un trajet d'autobus là, et prendre collectivement la décision d'aller de l'avant. Malheureusement, dans notre société, il n'y a que des décisions privées. Loin de former une association de producteurs libres comme l'envisageait Marx à propos du communisme, nous sommes plutôt le résultat de la dissociation des consommateurs contraints ! On ne cesse de parler de libre choix, mais en fait une grande partie de la consommation des ménages est loin d'être choisie librement. D'abord, il y a la consommation de la vie courante, qui répond aux besoins de base, comme se nourrir, se loger, se vêtir : on est plutôt dans le monde de l'obligation que du choix. Ensuite vient la consommation qui répond aux exigences sociales, comme le dernier modèle de téléphone intelligent, la piscine, le voyage dans le Sud ou en Europe, etc. Ici, il y a plus de choix, mais il est toujours individuel, la part collective de la décision reste « inconsciente » pour la majorité des gens. On n'y trouve aucun espace pour réfléchir à ce qu'on est en train de faire collectivement. Et pourtant, nos gestes de consommation individuels ont bel et bien des conséquences sur les autres et sur l'environnement. Il n'y a donc pas de consommation entièrement individuelle. Les économistes réduisent la consommation à une simple transaction entre deux individus, or, tout ce que l'on consomme a des conséquences qui dépassent cet échange-là. Il y a une nécessité de penser la consommation collectivement, mais le système actuel ne permet même pas de penser une telle chose.



Il l'interprétait à merveille.

Afin de penser l'économie en dehors du paradigme de l'exploitation, il semble primordial d'établir ou de rétablir l'idée de limite. Or, poser la question de la limite, c'est poser celle de l'autorité ou de la communauté qui va l'imposer.

C'est une question essentielle. André Gorz, un des pionniers de l'écologie politique, l'a pensée avec beaucoup de profondeur. Si la démocratie suppose une certaine autonomie, soit la possibilité de faire ses propres lois, l'écologie, elle, nous rappelle combien les phénomènes hétérogènes existent. Et la nature, c'est une hétéronomie très forte ! Les sociétés démocratiques ont un fichu problème à régler avec l'environnement.

Quand le philosophe Cornelius Castoriadis évoque la question de l'autolimitation, il suggère la nécessité de se doter de dispositifs politiques pouvant poser la limite. Comme il est spécialiste de la Grèce antique, Castoriadis nous propose un voyage à travers certaines institutions de cette période, qui sont toutes plus sympathiques les unes que les autres. Le problème, c'est qu'elles s'adaptent plus ou moins bien à la société contemporaine. Comment peut-on en effet nous limiter sans nommer des technocrates ou des experts qui vont nous dire quoi faire ou ne pas faire ? L'autolimitation implique dans un premier temps de se donner le temps de réfléchir au problème, ensuite d'établir un mode d'emploi indiquant les moyens concrets de se limiter. Ce qui est loin d'être simple. Car souvent, ce sera dès que l'on aura l'impression d'être déjà en train de franchir une limite qu'il nous faudra intervenir. Castoriadis donnait l'exemple du *graphē paranómōn*, une législation grecque qui permettait à des gens dans l'assemblée, après qu'une loi avait été adoptée par celle-ci, de l'abroger. Quelqu'un pouvait saisir les tribunaux, qui étaient composés dans la Grèce antique de citoyens, pour démontrer qu'une partie du *dēmos* s'était trompée et que la loi votée était, en fait, illégale – ce qui apparaît être un oxymore. Les Athéniens se donnaient ainsi la capacité de constater collectivement qu'ils avaient été emportés par l'*hubris*, c'est-à-dire la démesure, et qu'il fallait maintenant revenir sur la question et mieux y réfléchir. Autrement, on persisterait dans l'erreur. La personne qui avait proposé la loi s'avérant illégale pouvait être ainsi mise à l'amende ou même exilée. Ni Castoriadis ni moi ne proposons la mise en place directe de cette mesure dans nos sociétés, mais il y a là quelque chose qui devrait nous inspirer. Se donner des occasions collectives de réflexion sur ce qu'on est en train de faire quand on a l'impression d'être en train de déraiser m'apparaît très intéressant.

Contrairement aux Grecs anciens, nous ne nous considérons pas d'emblée comme faisant partie prenante d'une collectivité. Nous avons plutôt le réflexe de nous percevoir comme des sujets autofondés.

Si je souscris en bonne partie à la thèse de l'atomisation, il est dangereux, me semble-t-il, de la fétichiser. Nous avons beau être individualistes en apparence comme dans les faits, notre lien concret à la collectivité, notre intérêt pour ce qui nous est commun, est perceptible quotidiennement

à travers un ensemble de gestes allant de notre souci sincère et altruiste pour nos proches à nos discussions enflammées à propos de notre situation politique, économique et culturelle. Le problème émerge quand on évoque l'économie. Là, effectivement, les questions collectives disparaissent. J'irais même plus loin : dès qu'il est question d'économie, on pense le collectif comme un agent individuel, ce qui est tout de même aberrant. Nous sommes tellement empoisonnés par la pensée néoclassique en terme économique – même si bien peu de gens la connaissent sur le plan théorique –, que nous sommes incapables d'avoir des réflexions incluant la notion même de commun sur le plan économique. La bonne nouvelle, c'est que ce n'est pas une fatalité. Par exemple, lorsque l'on met des gens dans une situation de travail coopératif pendant une période relativement longue, disons une année ou deux, ils se mettent à développer des pratiques et des considérations collectives en matière économique. Et c'est saisissant de voir à quelle vitesse ils les développent. On peut donc apprendre à saisir l'économie autrement. C'est d'autant plus vrai au Québec, où les entreprises collectives sont enracinées dans notre histoire. Nous avons tout à fait la capacité de renouer avec cette façon de faire.

Et où situez-vous la décroissance dans la remise en question des fondements de notre économie actuelle ?

Si je crois comprendre ce qu'est la décroissance aujourd'hui, ce contre quoi elle lutte, je n'ai aucune idée de ce qu'elle veut au point de vue politique et comment elle se pense comme projet de société. Par ailleurs, la décroissance en tant que critique, je m'y retrouve plutôt, même si le mot « décroissance » m'indiffère. Il y a quelque chose qui m'agace dans le fait de limiter le problème du capitalisme à la croissance. Le problème, ce n'est pas la croissance en tant que telle, c'est plutôt le fétichisme, la marchandise, le travail, la valeur. Pour en sortir, il faut réfléchir à des stratégies de planification démocratique de l'économie, à la réorganisation du travail, à la diminution concrète du temps de travail et des niveaux de production. La décroissance énonce la plupart de ces éléments, mais l'énoncer c'est ne rien faire encore. Comment faire ? Comment pourrions-nous fonctionner en dehors de la logique productiviste ? Il est là, le problème. Et le pire, c'est que même à gauche, on a peur de s'y attaquer, comme si on n'en avait pas le droit. C'est encore là un des terribles héritages de la période post-soviétique. Organiser l'économie en termes collectifs est encore et toujours considéré comme une atteinte au droit de l'individu. On a encore beaucoup de travail à faire pour penser la décroissance comme véritable projet d'émancipation politique. De plus, la décroissance se limite souvent à une série de vœux pieux. On nous demande de privilégier l'échelle locale, les circuits courts, etc., mais le capitalisme n'ira jamais de lui-même de ce côté-là. Le problème est que ces solutions – aller ailleurs, ralentir, etc. – ne sont pas érigées en système, ni même évoquées comme options tangibles au système actuel. La gauche est d'ailleurs aujourd'hui en partie coincée parce qu'elle souffre encore d'avoir, au

xx^e siècle, promis des lendemains qui chantent et qui se sont avérés des cauchemars.

Existe-t-il des propositions en ce moment, au Québec ou ailleurs, de réformes qui tendent vers la réalisation d'une économie démocratique ?

Je ne m'attends pas, dans le contexte actuel, à ce qu'un parti politique nous fournisse de telles propositions. Il n'y a pas d'espace possible, en ce moment, dans la politique partisane et la logique électoraliste pour qu'un parti arrive en disant : « Voici mon plan pour une société émancipée et pour enfin en finir avec le capitalisme. » Je pense en plus que cette impossibilité s'étend bien au-delà des partis politiques. Même les intellectuels de gauche n'ont rien à proposer sur ce terrain-là. Rares, en effet, sont ceux qui se sont aventurés dans cette voie-là, à part quelques-uns comme

« On ne cesse de parler de libre choix, mais en fait une grande partie de la consommation des ménages est loin d'être choisie librement. »

Castoriadis qui développe, et très tôt, dès 1955, l'ébauche du projet d'autonomie. On peut aussi penser à Murray Bookchin avec le municipalisme libertaire, ou encore à Robin Hahnel et Michael Albert avec l'économie participative, mais ça ne se bouscule pas au portillon. Je ne dis bien sûr pas qu'il n'y a personne ayant développé des idées sur la société émancipée. Il y en a beaucoup. Mais la plupart de ces propositions ne font qu'énoncer une série de valeurs et de pétitions de principe qui ne peuvent, à elles seules, constituer une société, parce qu'une société, ça ne se limite pas à des règles générales ou à une série d'envies. Or, il n'y a à peu près personne qui débâte aujourd'hui de la forme concrète que pourrait prendre une société émancipée, ni même qui s'intéresse au débat sur cette question. En fait, personne ne se sent habilité à en débatter, et c'est là le problème. Proposer un système cohérent d'organisation de la société est considéré comme une tâche trop complexe. On a, il me semble, été cannibalisés par la pensée de Friedrich Hayek et l'école autrichienne, qui affirme que le réel est foisonnant, que nous ne pouvons pas proposer de le modifier, qu'au moment où nous tenterions de le faire, nous sombrerions dans le totalitarisme, notre imagination étant l'antichambre de sa réalisation. Rajoutons à cela que la gauche est trop souvent cantonnée dans une posture d'opposition qui a une certaine efficacité et qui est sans contredit nécessaire, mais qui n'est jamais propositionnelle. On se scandalise facilement de bien des situations, mais rarement cette attitude s'accompagne-t-elle de propositions

pour changer l'état des choses. Cependant, je pense qu'on laisse parfois entrer dans nos esprits une confusion entre la forme et le fond pour ce qui est des propositions des partis politiques de gauche. Prenons Québec solidaire, qui est pour moi le parti qui a la plate-forme la plus précise sur ce que l'on pourrait faire du Québec. Sur cette question, sa plate-forme est la plus chiffrée et la plus détaillée de tous les partis. Or, la forme communicationnelle que prend cette proposition peut sembler parfois candide, fleur bleue, même, mais quand on lit le programme et les engagements de Québec solidaire, on ne peut pas les accuser de se complaire dans les bons sentiments.

« Si on les tasse, qu'on agit contre les intérêts des grandes organisations et gouvernements, ce ne sera pas une soirée de gala. Ce ne sera ni agréable ni facile. Cela dit, ce sera peut-être plus agréable que le cataclysme qui nous attend autrement. »

À écouter Québec solidaire, pourtant, on a parfois l'impression de se faire proposer une autre version du bonheur individuel et non une autre façon d'organiser la vie collective. L'idée d'instaurer une limite à l'individu au nom des besoins de la collectivité semble absente de leur discours.

Ça me semble une critique tout à fait intéressante, mais admettons que parler de la nécessité d'instaurer une limite dans le cadre d'une proposition électorale, c'est aller à l'encontre du mode de fonctionnement actuel de la politique partisane... c'est même suicidaire ! En même temps, quand Québec solidaire – comme j'ai été membre de sa direction politique jusqu'en 2009, c'est un parti que je suis avec grande attention – met de l'avant, lors de la dernière élection, un plan de sortie du pétrole, un plan détaillé sur une quarantaine de pages, il y a là la formulation d'une limite. Le plan n'est pas parfait, nous pourrions discuter longuement de ses aspects techniques, mais comme façon de tracer la limite, de sortir du pétrole, je trouve ça pas mal. C'est un début. Est-ce que ça a été formulé au sens des sacrifices individuels qui devront être faits en matière de consommation pour y parvenir ? Non. A-t-on jugé qu'il était trop dangereux du point de vue communicationnel de le formuler ainsi ? C'est possible. Mais encore là, en termes de proposition dans le cadre de la politique électorale, la position de Québec solidaire me convient, car il faut effectivement tracer des limites.

Quand on voit le gouvernement du Québec aider Bombardier, ou l'État américain voler au secours des banques après de la crise de 2008, on peut se dire que la prise en charge collective de certains pans de l'économie n'est peut-être pas si compliquée. La guerre qu'il reste à gagner en ce qui a trait à la faisabilité de ces transformations est-elle avant tout idéologique ?

Oui, à la dernière affirmation, mais je serais plus dubitatif quant à la première. C'est effectivement une guerre qu'on n'a pas gagnée. La guerre de positions, on ne l'a pas gagnée. Elle reste à faire, et je pense qu'on a les moyens de montrer le réalisme d'une transformation profonde de la société. Cela dit, après la guerre de position, il y aura la guerre de mouvement. Et ceux qui en ce moment ont le pouvoir, ils ont des *guns*. Si on les tasse, qu'on agit contre les intérêts de grandes organisations et gouvernements, ce ne sera pas une soirée de gala. Ce ne sera ni agréable ni facile. Cela dit, ce sera peut-être plus agréable que le cataclysme qui nous attend autrement. Je pense qu'il est nécessaire de bouger rapidement. On a du travail à faire pour convaincre les gens et pour élaborer aussi les façons de faire la transition. Là-dessus, l'expérience grecque contemporaine nous montre bien à quel point certains changements peuvent rapidement avoir des conséquences graves... Ce sont des enjeux très complexes.

L'art étant un grand inventeur de formes, ne peut-il pas nous aider à penser une autre façon d'être ensemble ?

Une œuvre peut tout à fait nous amener à nous méfier des discours normatifs que produit toute société. Cela va sans dire. L'art possède un aspect politique. Regarder le monde, les hommes, les femmes, les rapports de force ou les institutions d'une autre manière, c'est aussi affirmer qu'une autre façon d'être est pensable et possible. Ce qui me semble par contre inquiétant en ce moment, par rapport à cette dimension politique de l'art, c'est l'absence, dans les médias, d'une critique ayant, justement, une compréhension du politique. Quand j'ouvre les pages « Arts et Spectacles » de *La Presse*, je trouve beaucoup de spectacles, et bien peu d'art... c'est-à-dire beaucoup de « produits culturels » et peu d'œuvres. Et c'est trop souvent la même chose dans *Le Devoir*, malheureusement. Or, l'existence d'un espace où l'on peut poser un regard sérieux sur ce qui se fait artistiquement, où l'on peut avoir une discussion politique sur l'art et à partir de l'art, est essentielle en démocratie. Car il faut une critique digne de ce nom pour qu'il y ait un art vivant à partir duquel on puisse penser la société et ses transformations. **L**

Simon Tremblay-Pepin est chercheur à L'IRIS. En 2013, il publiait *Illusions. Petit manuel pour une critique des médias* chez Lux. Il a également coordonné en 2014, chez le même éditeur, le premier tome de *Dépossession. Une histoire économique du Québec contemporain*.